

(prévoyant notamment le recours à des groupes spéciaux d'experts dont les décisions ont force obligatoire)¹⁴.

Les résultats du MERCOSUR sont donc mitigés jusqu'ici. Mais il s'agit, tout bien considéré, de l'effort le plus ambitieux jamais consenti pour accroître l'intégration économique réelle de pays d'Amérique latine. Ajoutons que le traité d'Asunción (article 20) prévoit l'accession de certains autres pays¹⁵. Malgré ses limites, le MERCOSUR est la plus importante zone d'échange établie par traité entre des pays en développement. Les pays qui en font partie comptent ensemble tout près de 200 millions d'habitants et ont un PIB commun de 750 milliards de dollars US qui se rapproche du PIB que la Chine, Hong Kong, la Malaisie et la Thaïlande ont ensemble. Individuellement et collectivement, les membres du MERCOSUR disposent des atouts nécessaires pour jouer un rôle de premier plan dans le débat qui s'annonce sur le libre-échange hémisphérique.

¹⁴ C. William Robinson, dans "MERCOSUL: What It Is, What It Does" (Brasília, avril 1995), décrit avec compétence et en termes clairs l'évolution des droits et obligations des membres du MERCOSUR. Voir également le protocole de Colonia de janvier 1994 et le protocole de Buenos Aires d'août 1994, sur l'investissement, ainsi que le protocole de Brasília de décembre 1991 sur le règlement des différends.

¹⁵ Mais seulement des autres membres de l'Association latinoaméricaine d'intégration (ou de l'ALADI, son acronyme en espagnol, plus connu que son nom) outre les partenaires du MERCOSUR, soit de la Bolivie, du Chili, de la Colombie, de l'Équateur, du Mexique, du Pérou et du Venezuela.